

Déclaration Commune des organisations

CGT, FSU, FO et Solidaires du 28 juin 2016.

Chers amis, chers camarades,

Aujourd'hui le bilan de notre mobilisation pour le retrait du projet de loi travail c'est une intersyndicale nationale et départementale qui ne faiblit pas depuis plusieurs mois.

Ce sont 16 journées d'actions diversifiées, de manifestations, d'intervention pour peser sur l'économie, d'interpellation des parlementaires, qui se sont succédées depuis le 9 mars sur le département des Hautes-Pyrénées. Et j'en veux pour preuve, nous sommes encore **1700** à défiler aujourd'hui dans les rues de Tarbes.

Après l'énorme mobilisation du 14 juin à Paris, mais aussi ici à Tarbes, la journée du 23 juin a démontré une nouvelle fois la grande détermination des salarié-es, jeunes, privé-es d'emplois et retraité-es, à poursuivre la mobilisation pour obtenir le retrait du projet de loi Travail et obtenir des nouveaux droits.

De nombreuses actions multiformes ont eu lieu dans tout le pays, malgré toutes les tentatives du gouvernement pour discréditer le mouvement social, en agitant la peur et la remise en cause des libertés fondamentales à travers l'interdiction du droit à manifester à Paris.

Le climat social de notre pays se détériore, en témoigne les dégradations commises au siège de la CFDT jeudi soir et au siège de la CGT dans la nuit de samedi à dimanche. Les organisations syndicales et de jeunesse condamnent ces actes. Les violences verbales et les insultes contre nos organisations, contribuent également à entretenir ce climat délétère.

Nous le disons haut et fort, ni les menaces, ni les actes d'intimidations ne nous feront reculer dans ce combat que nous menons avec les salariés, dans l'intérêt du monde du travail.

Nous tenons aussi à réaffirmer notre attachement à la démocratie et au pluralisme d'expressions. Quelles que soient les positions des uns et des autres, les organisations syndicales représentent des salarié-es et à ce titre, elles doivent être respectées.

Ces derniers jours ont aussi été marqués par de nombreuses rencontres autour de la votation citoyenne.

Ce sont d'ores et déjà plusieurs centaines de milliers d'expressions des salarié-es, jeunes, privé-es d'emplois et retraité-es qui réaffirment très majoritairement leur opposition au projet de loi travail, particulièrement sur : l'inversion de la hiérarchie des normes, les accords de développement et de maintien de l'emploi, les conditions de licenciement, le référendum d'entreprise, la médecine du travail.

C'est aujourd'hui 28 juin, jour du vote au Sénat de ce projet de loi rétrograde, que partout en France nous remettons les votations. Ici sur les Hautes-Pyrénées, nous en avons réunis **5214 exactement** et nous savons qu'il va en arriver d'autres ! Ce sont ces votations que nous allons remettre à madame la Préfète. Le résultat est net et sans appel, 95% de ceux qui ont répondu demandent le retrait de loi et des droits nouveaux, environ 3% plébiscitent ce projet de loi et 2% sans avis sur la question.

A Paris, c'est directement à l'Elysée que les votations vont être remises, directement destinées au Président de la République.

Ce piètre Président de la République qui persiste dans son refus d'entendre le mouvement syndical aujourd'hui majoritaire (puisque la CGC s'oppose elle aussi, l'UNSA demande d'importantes modifications) ; et aussi, bien sur, les 70% de Français-es opposé-es au projet de loi travail.

Un tel mépris est inqualifiable.

Le gouvernement a la responsabilité pleine et entière de trouver une issue à cette crise. Un gouvernement qui semble complètement aux abois, qui, comme je viens de le dire à l'instant, est prêt à faire n'importe quoi jusqu'à envisager d'interdire de manifester.

Oui ce gouvernement a perdu toute crédibilité, la seule issue qui soit désormais responsable, c'est de suspendre le processus parlementaire de cette loi et ouvrir des négociations, comme le réclament depuis plus d'un mois nos organisations syndicales.

Si le gouvernement reste sourd, nous appellerons à poursuivre la mobilisation durant le débat parlementaire, début juillet. Une nouvelle rencontre intersyndicale nationale est d'ailleurs prévue dès demain.

En même temps, nous ne sommes pas dupes, nous sommes conscients que cette offensive pour démolir le code du travail en France, est une offensive dictée par le monde de la finance. Ailleurs, dans d'autres pays européens, ce sont les mêmes recettes qui ont été infusées aux salariés. C'est notamment le cas actuellement en Belgique avec une loi similaire à la loi El Khomri. Là-bas, il s'agit de la Loi Peeters. Alors nous disons aussi aux salariés Belges que nous nous battons à leurs côtés et que c'est tous ensemble que nous devons lutter !

Avec eux, contre la casse du code du travail, nous ne lâcherons rien et que c'est tous ensemble que nous gagnerons des droits nouveaux !

Nous allons maintenant déposer les votations et nous vous disons à très bientôt chers camarades !